

«Notre peuple d'abord» et «Halte à l'immigration»? Pendant que ces mots d'ordre nationalistes, chauvins et racistes envahissent les programmes des partis bourgeois, le grand capital pense de façon plus internationale que jamais. Le capital brise toutes les frontières, étend ses réseaux dans le monde entier. Les démagogues fascistes du Vlaams Blok et du Front National, voulant renvoyer les immigrés, sont bien les premiers à soutenir le capital «européen» dans ses opérations de conquêtes internationales.

L'ordre nouveau des multinationales

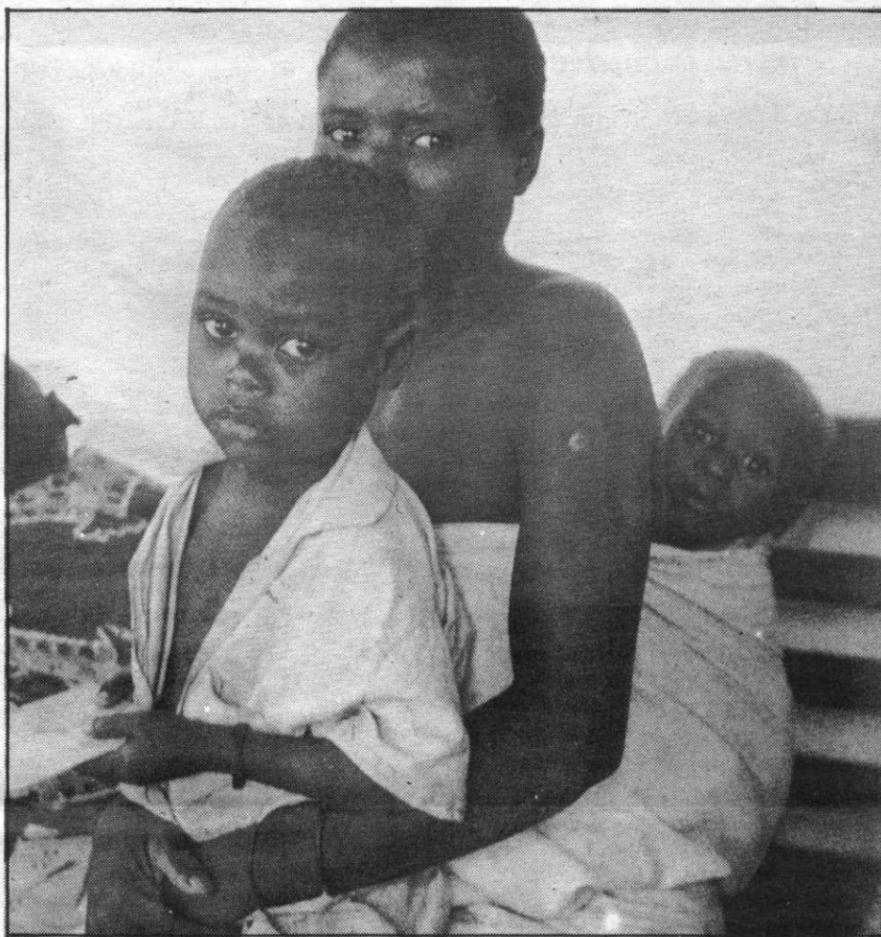
«Le nouvel ordre mondial du président Bush risque fort d'être dirigé en grande partie, du moins sur le plan économique, par les entreprises multinationales des USA, d'Europe et du Japon». Ainsi parle Peter Hansen, directeur du «Centre des Nations Unies pour les entreprises transnationales» (UNCTC), dans un rapport récent (1). Il est particulièrement significatif que ce constat émane d'une sous-section de l'ONU, celle-là même qui a orchestré en Irak le nouvel ordre mondial de George Bush.

Les stratégies mondiales des multinationales vont jouer un rôle crucial dans l'économie des années 90 estime Peter Hansen. Les thèses de l'UNCTC sont basées sur une croissance spectaculaire des investissements étrangers des entreprises privées. Au cours des cinq dernières années en particulier, le flux de capitaux a augmenté beaucoup plus rapidement que le commerce mondial. Les entreprises multinationales ont augmenté leurs investissements étrangers de 29% par an, de sorte que le transfert de capitaux a atteint 196 milliards de dollars par an (7.056 milliards de FB). Au cours de la même période, le commerce mondial s'est accru de 7,8% par an et les exportations ont augmenté de 9,4% par an. Quatre-vingts pour cent de ces investissements sont restés confinés dans le «triangle» USA-Europe-Japon; vingt pour cent ont été au tiers monde. Les multinationales déterminent «librement» le flux de leurs investissements, démantèlent les économies qu'elles veulent dominer, décident arbitrairement de tous leurs actes.

Stratégie, investissements, commerce et communication se laissent de moins en moins soumettre aux carcans nationaux. Alors pourquoi admettre ce carcan en matière de circulation des personnes?

Le GATT: liberté pour les multinationales

Le capital impose sa liberté aux peuples du monde entier: la liberté d'investir, de détruire des économies nationales, de rapatrier les pro-



Il y a 17 millions de réfugiés dans le monde. Une très petite partie d'entre eux aboutit dans les pays riches de l'Occident. Le capital, responsable des flux de réfugiés dans ces pays, entend fermer hermétiquement ses frontières à ce petit pourcentage de réfugiés.

fits. Au cours de l'«Uruguay-Round» du GATT (qui n'est d'ailleurs pas achevé), le capital occidental a exigé de nouvelles libertés. Dans la commission «Investissements», les pays impérialistes exigent que le tiers monde lève toutes les entraves à la liberté de mouvement des multinationales et des banques occidentales. Certains pays du tiers monde disposent actuellement de lois qui interdisent ou limitent les investissements étrangers (par exemple dans le domaine de l'exportation des bénéfices). Les multinationales voudraient que le monde entier devienne un vaste espace ouvert à l'exportation de capitaux. Face à cette demande, le tiers monde exige explicitement qu'on libère aussi la migration des travailleurs, mais sa requête a été rejetée. Dans la commission «Services» (banques, assurances, informatique...), les pays riches exigent que le tiers monde ouvre ses frontières à la concurrence effrénée des monopoles dans ces secteurs. De nombreux pays du tiers monde ont su, jusqu'à présent, mettre leur secteur de services à l'abri du contrôle étranger. Le Brésil, par exemple, s'oppose (avec

l'Inde) aux nouvelles réglementations que voudraient obtenir les multinationales. La libre circulation du capital ne profite évidemment qu'aux plus forts. Elle rend impossible tout développement autonome du tiers monde. Les pays du tiers monde sont victimes d'une saignée économique qui prend des formes de plus en plus tragiques.

La libre circulation des capitaux cause la misère

La libre circulation des capitaux est en contraste frappant avec la fermeture des frontières aux étrangers en provenance du tiers monde. Pourtant, l'internationalisation du capital et l'afflux de réfugiés vont de pair. C'est l'emprise mondiale du capital, la concentration du pouvoir entre les mains de quelques grands monopoles qui est la cause de l'étranglement de la plus grande partie de la population mondiale. L'an dernier, la Banque mondiale a publié un rapport criant sur la pauvreté dans le tiers monde (3). En voici un extrait: «Si l'on prend la li-

mité supérieure de la pauvreté, soit 370 dollars de revenu par an, alors il y avait en 1985 1.115 millions de pauvres dans les pays en voie de développement, soit un tiers de la population. Parmi eux il y en a 630 millions — 18% de la population — qui sont extrêmement pauvres: leur consommation annuelle est inférieure à 275 dollars, la limite inférieure de la pauvreté». Le même rapport prévoit pour les années 90, à tendance inchangée, une baisse de 20% du revenu par habitant en Afrique sub-saharienne; au cours des dernières années, ce revenu était déjà retombé au niveau des années 60! (p 7 et 17).

Pourtant, on cache soigneusement et systématiquement le lien entre cette pauvreté et «l'ordre des multinationales». Comment pourrait-il en être autrement? C'est notamment la Banque mondiale qui aide à imposer cet ordre. Si deux milliards d'habitants de notre planète ont moins de 500 dollars par an pour vivre, si 600 millions sont sans travail, s'il y a 800 millions d'analphabètes et si 40.000 enfants meurent chaque jour de malnutrition ou de maladies qu'on pourrait facilement guérir, c'est le résultat immédiat de l'économie libre de marché et de la soif insatiable de profit qui l'anime.

Des millions de gens tentent de fuir leur misère. Selon

l'ONU, il y a dans le monde 17 millions de réfugiés. Seulement une infime fraction de ceux-ci aboutit dans les pays occidentaux. Le capital, qui est responsable du flux de réfugiés, veut fermer hermétiquement ses frontières au petit pourcentage de réfugiés qui cherche asile en Occident, dans nos «démocraties» qui débordent de richesse. La liberté de circulation des réfugiés du tiers monde: une question de logique et de solidarité élémentaires.

Jo COTTENIER

(1) United Nations Center of Transnational Corporations, «The Triad of Foreign Direct Investment», 1991; (2) Raghavan, «Recolonisation», Third world network, Zed 1990; (3) Banque Mondiale, «La Pauvreté - Rapport sur le développement dans le monde 1990», p.31-32

Nazisme et impérialisme: un réseau international

Dans les années 30, la démagogie nationaliste des nazis n'était qu'un moyen de rassembler des forces. Le but était l'expansion, la domination.

Quand les nazis arrivent au pouvoir, le 30 janvier 1933, l'Allemagne ne se retrouve pas pour autant coupée du capitalisme international. Le réseau des intérêts bancaires et industriels qui s'étend sur le monde entier, reste intact. Il n'est nullement question de boycott ou de rupture. Au contraire, les investissements étrangers en Allemagne s'accroissent encore. Ainsi, l'entreprise automobile allemande Opel, dont General Motors est un actionnaire très important, augmente sa production et ses bénéfices. Ces derniers passent de 36,3 millions de DM en 1933 à 157,4 millions en 1939. La filiale allemande de Ford fait aussi bien: ses bénéfices grimpent de 0,4 à 21,2 millions (1). Après 1933, le trust britannique et hollandais Unilever accroît ses activités en Allemagne, notamment dans l'industrie du papier. Brown Boveri (une filiale de Westinghouse) entame une collaboration avec Siemens (qui a, à son tour, des actions dans General Electric Co). Le mouvement de capitaux inverse ne souffre pas plus du nouveau régime. L'un des plus grands holdings britanniques, Schröder & Cie, reste intimement lié au baron Kurt von Schröder, le «führer» des banquiers allemands. Le groupe Mannesman Röhren Werke continue d'étendre l'activité de ses filiales en Grande-Bretagne. L'un des administrateurs se nomme Arthur Chamberlain: c'est le neveu du premier ministre britannique Neville Chamberlain qui signera en 1938 les accords de Munich. Et John Fergusson, l'homme qui gère de nombreux intérêts de la famille Chamberlain, est administrateur de Saint Helens Cable and Rubber Cy, la filiale britannique de Siemens (2). Avant même que les nazis soumettent l'Europe à leur domination militaire, le capital monopoliste allemand est parvenu à contrôler une partie importante de l'économie mondiale. En 1937, l'Allemagne participe à 57 cartels internationaux, la France à 66 et la Grande Bretagne à 40 (3).

Extraits de *Het Sovjet-Duitse niet-aanvalsplan*, Lieven Soete, EPO, 1989, p 98 à 104.

1. Charles Bettelheim, *l'économie allemande sous le nazisme*, Paris, 1971, p 94. 2. Ibidem, p 95. 3. Ibidem. 4. Jacques de Launay, *Histoire de la diplomatie secrète, de 1914 à 1945*, Verviers, 1966, p 183